

ASSEMBLEE NATIONALE

**COMMISSION ECONOMIE, FINANCES ET
CONTRÔLE DE L'EXECUTION DU BUDGET**

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité*Travail*Progrès

RAPPORT N°20

SUR

**LE PROJET DE LOI AUTORISANT
LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE PRET
RELATIF AU FINANCEMENT ADDITIONNEL DU
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES
EN STATISTIQUES**

ENTRE

LA REPUBLIQUE DU CONGO

ET

**LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA
RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT**

Quatorzième (14^e) législature

Cinquième session ordinaire administrative du 1^{er} février 2019

I/-INTRODUCTION

La Commission Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget s'est réunie les 12 et 18 décembre 2018 dans la salle 102 du Palais des Congrès, sous la direction de son Président, l'honorable **Maurice MAVOUNGOU**, afin d'examiner le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt relatif au financement additionnel du projet de renforcement des capacités en statistiques entre la République du Congo et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.

Quinze (15) Honorables Députés membres de la Commission ont pris part aux travaux. Il s'agit de :

➤ Thierry HOBIE	Premier-Vice-Président ;
➤ Abel Joël OWASSA YAUCKA	Deuxième Vice-Président ;
➤ Marien MOBONDZO ENDZONGA	Rapporteur ;
➤ Bonaventure BOUDZIKA	Secrétaire ;
➤ Joseph BADIABIO	Membre ;
➤ Fidèle BOSSA	Membre ;
➤ Jean Pierre IBOMBO	Membre ;
➤ Avanke LEKOUNDZOU TSATSA	Membre ;
➤ Jean Valère MBANI	Membre ;
➤ Eugène MBANZOULOU	Membre ;
➤ Venance MOGNA	Membre ;
➤ Christophe NDIKI MAMPAKA	Membre ;
➤ Bernadette ONDZE née NGAMBOLO	Membre ;
➤ Honoré SAYI	Membre ;
➤ Paul Gibert TCHIGNOUMBA BOUMBA	Membre.

Excusés: (02)

➤ Justin KOUMBA	Membre ;
➤ Alexis NDINGA	Membre.

Le présent rapport s'articule autour des axes ci-après :

- 1- Présentation du projet de loi ;
- 2- Examen du projet de loi.

II/- PRESENTATION DU PROJET DE LOI

L'Etat congolais et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ont signé le 21 juin 2018, l'accord de prêt n° 8851-CG d'un montant de treize (13) milliards de FCFA, pour le financement additionnel du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT).

Ce projet vise :

- le renforcement du Système Statistique National (SSN) dans la production et la diffusion de statistiques de qualité pour la définition des politiques de développement et la prise de décision ;
- la promotion de la demande d'informations statistiques.

Sa date de clôture est fixée au 30 avril 2021.

L'entrée en vigueur de cet accord de prêt est conditionnée par sa ratification.

Le texte de cet accord de prêt compte six (6) articles et trois (3) annexes

III/- EXAMEN DU PROJET DE LOI

L'examen de ce projet de loi a obéi à la procédure suivante :

1. audition du Gouvernement ;
2. préoccupations des Honorables Députés ;
3. réponses du Gouvernement.

III-1/- Audition du Gouvernement

Dans le cadre de l'examen de ce projet de loi, la Commission a procédé à l'audition de **Madame Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS**, Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale dont l'exposé a porté essentiellement sur :

- a) la description du projet ;
- b) les caractéristiques du prêt.

a) Description du projet

Le projet se décline en deux (2) composantes, à savoir :

1. Amélioration du cadre institutionnel et organisationnel du SSN, qui consiste à :
 - mettre en œuvre un programme d'activités visant à améliorer la structure organisationnelle du Système de Statistique National;
 - mettre en œuvre un programme d'activités visant à renforcer la capacité du SSN en vue d'attirer et de retenir du personnel qualifié ;
 - construire un nouvel immeuble pour l'Institut National de la Statistique (INS) et le Centre d'Application de la Statistique et de la Planification (CASP) ;
 - améliorer le niveau des infrastructures du SSN relatives aux statistiques, des technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que des systèmes de gestion de données ;
2. Amélioration de la production, la diffusion et l'utilisation des statistiques. Il s'agira à cet effet de :
 - mettre en œuvre un programme d'activités visant à améliorer la qualité des statistiques produites par le SSN et à soutenir le développement de nouveaux produits et services statistiques, y compris entre autres, la production de statistiques démographiques et sociales, des statistiques économiques et sectorielles ;
 - soutenir la diffusion et l'utilisation des informations statistiques ;
 - accorder des paiements basés sur les performances (PBP) aux unités éligibles en fonction de leur niveau de performance, conformément au manuel d'opérations du projet pour les activités liées à l'amélioration de la qualité des statistiques produites par le SSN.

b) Caractéristiques du prêt

Le montant du prêt est de vingt millions cent mille (20.100.000) d'Euros soit treize milliards (13.000.000.000) de FCFA.

La commission initiale représente 0,25% du montant du prêt.

La commission d'engagement représente 0,25% par an sur le solde du prêt non décaissé.

Le taux d'intérêt est le taux de référence majoré de la marge fixe ou du taux qui peut s'appliquer suite à une conversion.

Le montant du capital du prêt sera remboursé chaque 15 avril et 15 octobre à compter du 15 octobre 2032 jusqu'au 15 octobre 2037.

III-2/- PREOCCUPATIONS DES HONORABLES DEPUTES

Au terme de l'exposé de Madame le Ministre, les Honorables Députés ont formulé les préoccupations portant sur :

1. le cadre institutionnel et organisationnel du système statistique national ;
2. les bases posées par le premier accord de financement (PSTAT) pour la mise en place d'un système statistique national (SSN) performant.

III-3/- Réponses du Gouvernement

A ces préoccupations, Madame le Ministre a donné les éléments de réponse ci-après :

1. Du cadre organisationnel et institutionnel du système statistique national

L'organisation, le fonctionnement général et la coordination du système statistique national sont déterminés par la loi numéro 36-2018 du 5 octobre 2018 sur la statistique officielle.

Au sens de cette loi, le système statistique nationale est défini comme étant le cadre légal regroupant les producteurs et les utilisateurs des statistiques officielles, y compris l'organe de régulation et de coordination, les écoles et institutions de formation des statisticiens et des démographes, les fournisseurs des données administratives et les déclarants.

La loi suscitée dispose que le système statistique national fournit les informations statistiques officielles se rapportant notamment aux domaines économique, démographique, social, culturel et environnemental.

A ce titre, le système statistique national procède à la collecte des informations multisectorielles, à leur traitement, à leur analyse, à leur diffusion, à leur stockage et à leur mise à jour selon les normes et les exigences de la production d'une information statistique.

Pour mener à bien ses missions, le système statistique national s'appuie sur ses composantes qui sont :

- la commission supérieure de la statistique en tant qu'organe de régulation et de coordination de l'activité statistique ;
- l'institut national de la statistique, organisme public de production des statistiques officielles;
- les producteurs des statistiques officielles sectorielles (services statistiques des ministères, des établissements et entreprises ; Banque des Etats de l'Afrique Centrale) ;
- les écoles et institutions de formation statistique et démographique ;
- les autres acteurs (fournisseurs de données administratives, utilisateurs des statistiques officielles, déclarants).

Pour assurer parfaitement son fonctionnement, le système statistique national élabore périodiquement une stratégie nationale de développement de la statistique et un programme statistique national.

La production et la diffusion des statistiques officielles découlent d'une coordination nationale entre les différents acteurs du système statistique national, agissant chacun dans son domaine de compétence, suivant les normes et les recommandations relatives à la statistique officielle.

2. Sur les bases posées par le premier accord de financement (PSTAT) pour la mise en place d'un système statistique national (SSN) performant

La mise en œuvre de la première phase du PSTAT a rendu disponibles les produits ci-dessous qui constituent des bases solides de mise en place d'un système statistique performant en République du Congo. Il s'agit principalement :

1. des termes de référence des groupes thématiques de travail de la commission supérieure de la statistique et d'un règlement intérieur de cette institution ;
2. des documents administratifs portant institution et fonctionnement du cadre de concertation entre producteurs et utilisateurs des données statistiques ;
3. du rapport sur l'évaluation institutionnelle, organisationnelle et fonctionnelle de l'institut national de la statistique et des services statistiques abrités par les directions des études et de la planification des ministères ;

4. du rapport de l'étude diagnostique pour la mise en place d'un système d'information statistique en République du Congo ;
5. de quatorze manuels de procédures de production et de diffusion des données statistiques de la République du Congo, au respect des protocoles, normes et standards internationaux en la matière ;
6. d'un programme de préparation des étudiants aux concours d'entrée dans les grandes écoles africaines de formation statistique aux fins d'augmenter les taux de réussite auxdits concours ;
7. des équipements informatiques et des moyens roulants dotés à l'institut national de la statistique pour la réalisation des grandes opérations de collecte ;
8. du document méthodologique déjà en cours d'expérimentation pour l'élargissement du champ d'observation des prix à la consommation des ménages afin de calculer chaque mois un indice national des prix ;
9. du document méthodologique d'élaboration des statistiques du commerce extérieur afin de publier chaque trimestre un bulletin des statistiques du commerce extérieur ;
10. des documents de méthodologie robuste pour le recensement de la population et de l'habitation et les enquêtes auprès des ménages ;
11. des documents de référence pour le recensement général des entreprises en vue de dresser les profils départementaux d'activités économiques ;
12. du plan d'assistance technique de l'institut national de la statistique aux services statistiques des directions des études et de la planification en vue de la production des annuaires statistiques sectoriels ;

En outre, des formations locales ont été réalisées au profit des agents des services de statistique des directions des études et de la planification sur les notions élémentaires de la statistique et l'utilisation de l'outil informatique à des fins statistiques.

Le deuxième accord de financement du PSTAT permettra de tirer profit de ces acquis pour instituer de manière durable un système statistique national susceptible de répondre efficacement à une demande statistique nationale toujours plus diversifiée.

IV/- CONCLUSION

Au terme des débats, la Commission Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget a adopté à l'unanimité, **le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt relatif au financement additionnel du projet de renforcement des capacités en statistiques.**

Le vote de la Commission a donné les résultats suivants :

- Inscrits : 18
- Présents : 16
- Ont voté pour : 16
- Ont voté contre : 0
- Abstentions : 0

En conséquence, elle invite l'Assemblée nationale réunie en séance plénière à faire autant.

Fait à Brazzaville, le 18 décembre 2018

LA COMMISSION